

Après les attentats : Saint-Denis sous le choc

Doublement éprouvés par les attentats, les enseignants de Seine-Saint-Denis ont dû faire face aux angoisses des élèves et de leurs parents. Et posent des questions. Fenêtres sur cours est allé à leur rencontre : reportage

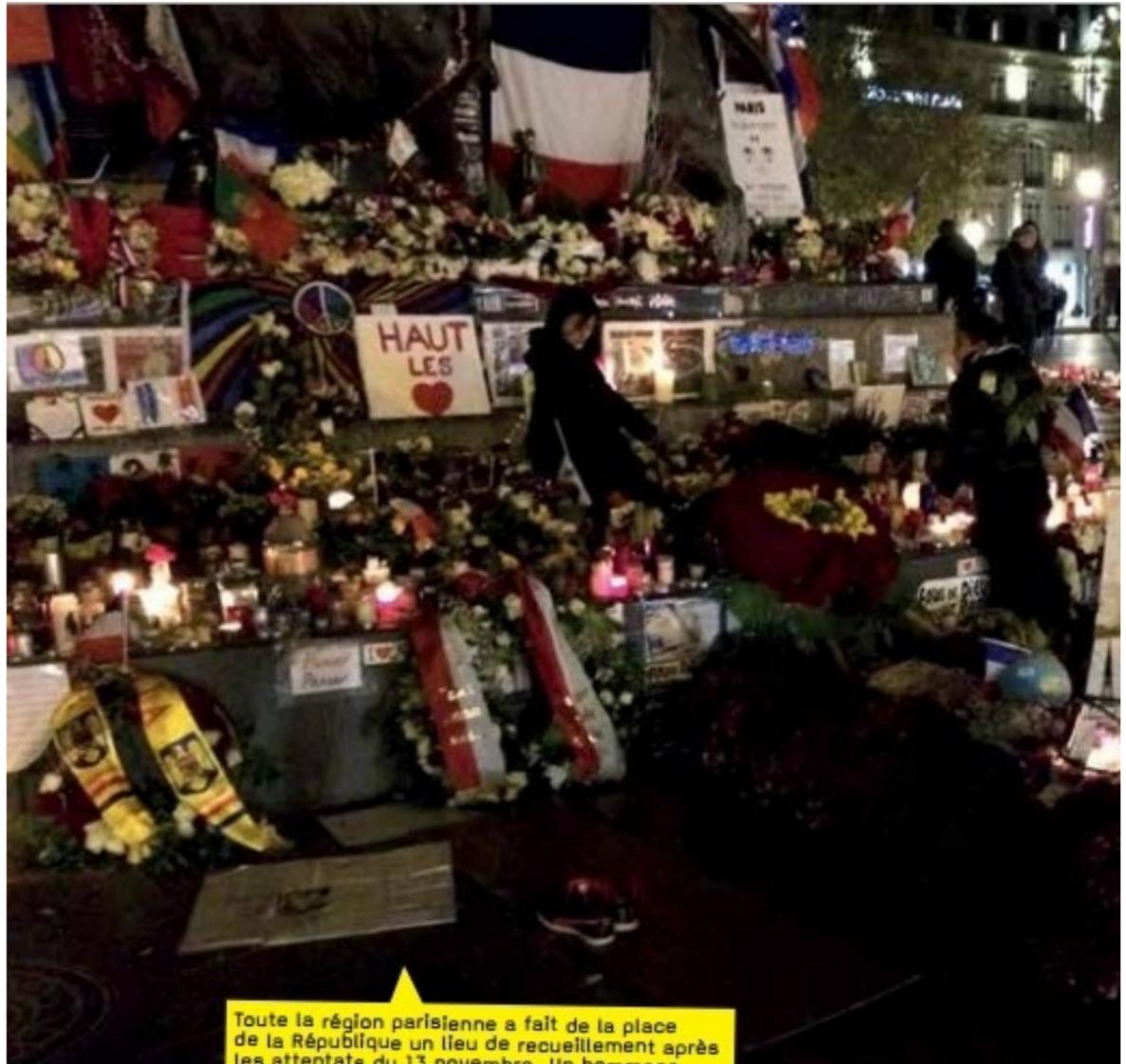
Mercredi 18 novembre, 4h20, des centaines de détonations réveillent la rue de la République à Saint-Denis (93). Les forces de l'ordre viennent de lancer l'assaut contre un immeuble où sont réfugiés des



terroristes recherchés après les attentats du 13. Une de ses collègues téléphone à Catherine Da Silva qui dirige l'école Blériot située à quelques centaines de mètres de là. Télé en continu pour suivre les événements, appels à l'IEN pour prendre les consignes officielles qui tardent à venir, incertitude sur l'ouverture ou pas des écoles, coups de fil aux collègues pour leur dire de venir finalement parce que l'école devra ouvrir comme 50 des 67 établissements de la ville... Viennent alors la peur d'y aller, la responsabilité d'y faire venir ses collègues, celle d'y accueillir quelques élèves. À l'école des Cosmonautes voisine, au cœur de la cité du même nom, le lendemain, il faut à nouveau répondre aux questions des enfants : « Est-ce que c'est la guerre ? Est-ce qu'ils peuvent venir à l'école ? » Abdelmounim Mir le directeur raconte : « on leur dit que l'école est là pour les protéger mais on n'en est pas sûr. Les élèves comme les familles ont peur mais c'est parfois difficile pour les enseignants qui sont eux-mêmes dépassés par leurs propres émotions ». « Je ne me sentais pas capable de gérer, je ne voulais pas en reparler » confirment certains. « On n'a pas eu de temps pour debriefer en équipe, parler entre nous, évacuer les tensions, souffler quoi... » résume la maîtresse G.

Rassurer les enfants et les familles

Car ce mercredi suit un lundi déjà éprouvant où toute l'équipe a été sur le pont pour écouter et rassurer tous les élèves. Comme dans les écoles les plus exposées, des cellules d'écoute ont été mises en place, pilotées par les membres des RASED du secteur ou des départements voisins. Un temps de parole en petits groupes nécessaire pour tous : celle qui a la tête pleine des images des chaînes d'information en continu ; celui qui a assisté à une des explosions avec son papa ; ces 80 élèves de Pierrefitte-sur-Seine qui étaient au stade de France



Toute la région parisienne a fait de la place de la République un lieu de recueillement après les attentats du 13 novembre. Un hommage aux 132 morts et aux centaines de blessés.

avec leur club de foot et ont vécu un moment de panique heureusement sans conséquences. Des moments d'expression et de recueillement étaient également nécessaires, ici avec une bougie, là avec des dessins. Un travail utile. Un directeur d'Aubervilliers décrit sa petite bande de « gros durs » qui joue à la corde à sauter à la récréation, signe d'un sentiment de sécurité retrouvé, d'un droit à l'insouciance qu'il faut bien cultiver.

Les familles posent aussi des questions. À Noisy-le-Sec, on les invite à boire un café pour débattre ensemble de la façon de parler des événements à ses enfants. Ailleurs, on prend le temps de discuter avec elles ou de leur écrire pour répondre à leurs inquiétudes sur les amalgames qui pourraient être faits. Alors certains craquent après cette semaine terrible, d'autant que les perquisitions dans les cités ou les fausses alertes se poursuivent... « Il faut rassurer les enfants dès qu'une sirène retentit ou qu'on entend un hélicoptère et il y en a beaucoup avec la COP21 », expliquent les enseignants qui redoutent maintenant que les exercices de confinement et d'évacuation ne rajoutent encore du stress dans les écoles.

« Ça va se reproduire »

Chez les directeurs et directrices du secteur, on sent encore l'émotion, la fatigue, la colère parfois, quand l'institution les a laissés en première ligne. Mais on

réfléchit déjà aux conséquences des événements. « Nous devons construire quelque chose avec les professionnels et les familles, dit un directeur de Noisy-le-Sec, il faut qu'on puisse répondre à des faits comme cela, faire un travail de prévention car ça va se reproduire... » Être formés à la gestion des situations de crise : les directeurs et directrices de Pierrefitte ont pu mesurer l'intérêt d'un travail collectif de trois heures sur ces questions. Tout comme ils ont pu voir l'intérêt d'une communication de la ville pour mettre fin à de folles rumeurs.

Et maintenant ?

Certains se disent que parmi ces jeunes qui se radicalisent, il pourrait y avoir des anciens élèves, qu'ils en ont tous rencontré de ces mômes fragiles, en perte de repères, souvent en échec scolaire et en déshérence sociale. Et même s'ils savent que le problème dépasse largement l'école, ces militants de l'École publique savent qu'elle est toujours un investissement pour l'avenir et ils se demandent si elle est aujourd'hui à la hauteur dans ce département qui souffre d'un manque endémique de moyens. Pour Maria Verdeguez qui dirige une école de la cité des 4000 à la Courneuve, il faut agir. Exiger de l'institution des moyens pour remettre les écoles à flot et assurer la réussite de

tous, mais aussi ne rien lâcher sur les apprentissages pour former des citoyens éclairés, et ne rien lâcher non plus sur les valeurs de la République, la laïcité, le vivre ensemble. « *La journée de retrait contre les ABCD de l'égalité filles-garçons aurait dû nous alerter davantage. Même si elle a été peu suivie, on aurait dû réagir plus fort* » dit-elle. Avec ses collègues, elle se relance dès maintenant dans des actions liant culture et vivre ensemble à partir de deux livres de *Rue du Monde* aux titres explicites : « Le grand livre contre toutes les violences » et « La devise de ma République ». Restent les questions de ce directeur d'Aubervilliers, qui a choisi de vivre et travailler en Seine-St-Denis. « *Qu'est-ce qu'on va faire de tout ça dans le quartier dans les mois à venir ? Comment on va reconstruire ?* »

EN BREF

ÉTAT D'URGENCE

GARANTIR LES LIBERTÉS

« *Nous savons que ces actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux réponses que notre société doit apporter à ces actes.* » Dans un appel unitaire à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme, de nombreuses organisations et associations dont la FSU appellent à la vigilance quant au respect des libertés individuelles et collectives. Prorogation de l'état d'urgence, nouvel arsenal législatif, ces mesures sécuritaires pourraient, selon le collectif, porter atteinte à la démocratie sociale, à l'exercice de la citoyenneté et au débat public.



HISTOIRE

POUR ÉCRIRE LE PRÉSENT

Parce que l'histoire éclaire le présent, les paroles du président du Musée de l'histoire de l'immigration, Benjamin Stora, sont précieuses. Invité de l'Université d'automne du SNUipp, l'historien montre comment les immigrations successives du XX^e siècle sont constitutives de l'histoire de la France et de la construction sociale et culturelle du pays. De quoi se garder « des soupçons, des oppositions, de la séparation » qu'entraîne la méfiance de l'autre.

🦋 Rubrique [Le syndicat/Témoignages](#)



GÉRER LA SÉCURITÉ : PAS TOUT SEUL

Après les attentats les questions de sécurité s'imposent notamment dans les écoles : plan vigipirate renforcé avec une surveillance des entrées et des abords des établissements, exercices de sécurité à effectuer avec une « évacuation incendie » et une « mise à l'abri » ou un « confinement ». Pour le SNUipp-FSU, ces mesures sont nécessaires, mais certaines ne sont pas applicables. D'autre part, elles « ne peuvent reposer sur les seules épaules de l'école et des directrices et directeurs ». Le syndicat demande que les services municipaux et de police soient impliqués partout où cela est nécessaire car « les enseignants ne sont pas habilités à fouiller les sacs ni à contrôler l'identité des personnes ou gérer la circulation aux abords des écoles ». D'autre part, le ministère demande aux écoles de remettre à jour avant fin janvier le nouveau document PPMS (Plans particuliers de mise en sécurité) en y intégrant le risque d'attentat ou d'intrusion extérieure. Là encore, pour le SNUipp, les directeurs et directrices ne peuvent être laissés seuls. Ils doivent pouvoir compter sur l'implication des collectivités territoriales qui ont des obligations dans ce domaine et bénéficier de décharges de services supplémentaires.

OUTILLAGE

BESOIN DE RESSOURCES ET D'INFORMATIONS

3 000 connexions sur le site du SNUipp 93, près de 100 000 sur le site national du SNUipp. Des records de fréquentation pendant le weekend des 14 et 15 novembre qui montrent combien les enseignants ont eu besoin d'informations et de ressources avant de reprendre la classe. Pour la section locale du SNUipp-FSU, il s'agissait de communiquer au plus vite avec les enseignants pour assurer un suivi et un soutien, les informer des mesures particulières prises en Île-de-France, annoncer la suspension du mouvement de grève prévu le 19 novembre, proposer une lettre aux parents et les diriger vers des ressources mises en ligne sur le site national.